

Jean Lepeltier

Une stature pour l'AFP

Né en 1902, Jean Lepeltier est rédacteur en chef de l'Agence France Presse de 1947 à 1951. Il devient président du SNJ entre 1951 et 1952 après en avoir été secrétaire général. Ayant pris la succession d'Eugène Morel à la tête du syndicat, il démissionne suite à sa nomination comme correspondant de l'agence à Montréal.

En 1955, il représente la rédaction dans la commission planchant sur le statut de l'AFP afin de lui garantir son indépendance. Comme l'expliquent Jean Huteau et Bernard Ullmann dans leur ouvrage *Une histoire de l'Agence France Presse 1944-1990* (paru aux Éditions Robert Laffont), il demeure fidèle aux thèses d'information publique et de « *droit au fait* » de Paul-Louis Bret — l'ancien directeur général de l'AFP.

Non à la « petite agence »

Jean Lepeltier défend l'idée d'un financement « *automatique* » via une taxe payable par tous les contribuables plutôt que de voir la presse française majoritaire au tour de table et donc à la fois cliente et patronne de l'agence. Selon lui, « *Elle ne pensera qu'à payer ses services le moins cher possible et, à la première occasion, à réduire ou à abandonner l'activité à l'étranger. Bref, ce sera la "petite agence" et la fin du rêve mondial* », rapportent les auteurs.

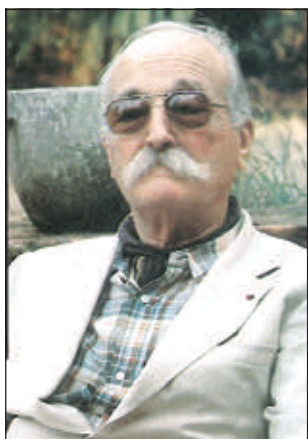


Collection SNJ

Le compromis verra l'État devenir client de l'AFP. Un statut largement approuvé par le personnel dans la suite de Jean Lepeltier qui redevient rédacteur en chef de l'agence de 1956 à 1961. En 1957, il est élu au conseil d'administration en l'emportant « *haut la main chez les journalistes : 336 voix sur 383 votants (sur 570 inscrits)*. Il le doit à sa personnalité, consacrée par son rôle à la tête de la section AFP du Syndicat national des journalistes », détaille l'ouvrage. En 1970, Jean Lepeltier sera également élu en commission supérieure à la Carte au nom du SNJ. Il décède en 1985. **A. B.**

Jean-Maurice Hermann

Défenseur de l'unité



Collection FIJ

C'est une vie d'engagements que celle de Jean-Maurice Hermann. Né en 1905, il devient journaliste au *Quotidien* puis au *Petit Journal*, avant d'entrer en 1932 au *Populaire*, l'organe de la SFIO à laquelle il avait adhéré auparavant. Il couvre notamment la guerre d'Espagne pour le quotidien. Militant au SNJ à la même époque, il fait partie de ceux qui prônent le rapprochement avec les autres salariés, notamment lors du Front populaire,

en se positionnant en faveur de l'affiliation du syndicat à la CGT. Si un référendum repousse à nouveau cette hypothèse en 1937, la double appartenance est acceptée. Il fait ainsi partie de ceux qui vont dans la foulée fonder le SNJ-CGT avec Eugène Morel ou Daniel Mayer, son confrère du *Populaire* et futur président

du Conseil constitutionnel. Parallèlement, il seconde Stephen Valot lorsque celui-ci prend la tête du SNJ en 1938.

Secrétaire général de l'OIJ

Chef de réseau dans la Résistance, déporté, il va réussir à s'évader lors d'un transfert. À la Libération, il siège à l'Assemblée consultative provisoire avant de devenir directeur de cabinet de Gaston Defferre au ministère de l'Information.

En 1948, le SNJ vote son retour à l'autonomie après quatre années au sein de la confédération. Eugène Morel préside le « *nouveau* » syndicat tandis que son camarade Jean-Maurice Hermann devient secrétaire général du SNJ-CGT, un poste qu'il occupera jusqu'en 1968. Parallèlement, la guerre froide fissure également le mouvement international. Avec, à l'Ouest, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et à l'Est l'Organisation internationale des journalistes (OIJ). Jean-Maurice Hermann présidera cette dernière de 1950 à 1976. Décédé en 1988, il ne verra pas la réunification des deux organisations après la chute du Mur de Berlin. **A. B.**